

**mission d'évaluation interclusters a katasomwa dans le groupement de mubuku en territoire
de kalehe du 20 au 22 mars 2019**



Participants: OCHA, HCR, UNICEF, PAM, NRC, INTESOS, DAN CHURCH AID/DCA, CNR

I. Faits saillants dans la zone évaluée

- ❖ Présence confirmée des éléments du Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie (CNRD) accompagnés de leurs dépendants à Kitindiro et Rutare dans le groupement voisin de Ziralo
- ❖ Environs 2452 ménages déplacés accueillis en différentes vagues entre janvier et février 2019 dans 9 villages du poste administratif de Katasomwa en chefferie de Mubugu dans le territoire de Kalehe
- ❖ Déploiement des FARDC dans la zone pour empêcher tout mouvement des éléments CNRD
- ❖ Augmentation d'environ 100% des prix des denrées alimentaires de premières nécessités au marché de Katasomwa suite à une forte pression démographique causée par la présence des déplacés
- ❖ Au moins 2594 enfants déplacés en âge scolaire sont en rupture scolaire dans le poste administratif de Katasomwa
- ❖ Un cas de décès maternel enregistré dans la communauté à Katasomwa
- ❖ Pas de présence humanitaire dans la zone
- ❖ Pont SOLIFEM en mauvais état et empêche l'accès par véhicule Katasomwa

II. Principales recommandations

1. Mener et approfondir une analyse « do no harm » dans la zone avant toute assistance humanitaire (Cluster Protection)
2. Organiser prochainement une mission de suivi et évaluation humanitaire dans le groupement Ziralo
3. Organiser une mission logistique sur l'axe routier - Kasheke – Kabamba – Lemera – Solifem – Bushaku 1 – Bushaku 2 – Katasomwa, soit 90 km - pour évaluer l'état de la route et surtout des infrastructures routières
4. Fournir une assistance humanitaire aux déplacés présents dans la zone de Katasomwa dans les secteurs prioritaires de la protection, en sécurité alimentaire y compris des vivres pendant cette période de soudure, en santé et Wash, en Articles Ménagers Essentiels (AME) et en éducation.
5. Plaider auprès des autorités provinciales pour un renforcement de l'autorité de l'état dans la zone par le déploiement des unités de la Police National Congolaise (PNC).
6. Mener un plaidoyer pour l'extension de la durée du séjour du SCD (Static Combatent Deployment) unité de la Monusco) déployé à Katasomwa (CRIO et Cluster Protection)
7. Renforcer les activités de Démobilisation, Désarmement, Rapatriement, XXX (DDRRR) dans la zone où se sont installés les éléments armés du CNRD (MONUSCO)

III. Personnes clés rencontrées :

Bahati Mirindi Joel ; Chef de Poste d'Encadrement Administratif de Katosomwa, tel 0813381908 ; 0840737116 ; Colonel Mateso Tseha, Commandant 3415 Rgt, basé à Katosomwa ; tel 0810082257,0858121334 ; Samba Bozi Masheka, Commandant S2, 3415Rgt basé à Katosomwa, tel 0974274600 ; Lieutenant-colonel Wasolela Albert, Commandant S2 ;3415^{ème} Régiment basé à

Katosomwa, tel 0974208452 ; Pierre Waresa Mihonya, Chef du groupement Mubugu ; Chefs locaux des villages

III. Analyse du Contexte de la zone

1. Situation sécuritaire

Selon les autorités locales à Katasomwa, la situation sécuritaire est généralement calme malgré la présence des quelques réfugiés Rwandais mais surtout des personnes déplacées accueillies en octobre 2018 et entre janvier et février 2019. Ces personnes ont fui d'une part l'insécurité au Nord Kivu dans le territoire de Masisi causée par d'une part les affrontements entre FARDC et les éléments des groupes armés comme le Nyatura et d'autre part par la progression et la présence des éléments CNRD dans le groupement Ziralo au Sud Kivu. Les mêmes sources révèlent que les affrontements survenus depuis octobre 2018 entre les FARDC et les éléments Nyatura dans le Masisi au Nord Kivu a causé des déplacements importants des populations du Nord Kivu vers le Sud Kivu.

Par ailleurs, la présence des éléments CNRD arrivés depuis février 2019 dans le groupement de Ziralo, a aussi causé pendant la même période des déplacements préventifs des populations du groupement Ziralo vers des villages situés dans le poste administratif de Katasomwa en groupement de Mubugu, chefferie de Bahavu dans le territoire de Kalehe.

En dépit des mouvements de populations observés dans la zone, la situation sécuritaire est restée relativement calme dans la zone. Toutefois, la population vit dans une psychose suite à l'arrivée et à l'occupation par des éléments du CNRD et leurs dépendants dans certaines localités du groupement Ziralo. Les autorités locales à Katasomwa rapportent également que les éléments CNRD ont érigé des barrières et exigent le paiement d'une taxe aux voyageurs dans la zone où ces derniers se sont installés. Par ailleurs les combattants du CNRD pillent des champs et obligent les fermiers des zones qu'ils occupent à payer 3\$ plus 100 litres de lait chaque semaine

Concernant le CNRD, leur nombre est estimé à 4 600 personnes parmi lesquelles 2 600 combattants (environ 1 100 femmes et 1 500 hommes) et 2000 dépendants (876 personnes âgées et 1124 enfants) rapporte le commandant FARDC ai du 3 415^{ème} régiment. Ces éléments CNRD se sont installés à Rutare dans le groupement de Ziralo. Par ailleurs, d'autres sources crédibles dans la zone indiquent de leur côté que les effectifs CNRD dans la zone seraient d'environ 6 000 éléments (combattants et dépendants) en provenance du Nord Kivu. Ils seraient arrivés dans le groupement de Ziralo en deux grandes vagues (Première vague en janvier 2019 composée de 4 187 personnes venus de 3 villages du territoire de Masisi - Kashuga, Kivuhe et une deuxième vague en février 2019 composée de 1 813 personnes venues du territoire de Rutshuru - villages Nyanzale, JTM et Ibuga).

Les mêmes sources rapportent que toutes ces deux vagues CNRD auraient suivi l'itinéraire suivant : Bukumba-Kibarizo-Mweto-Rubari-Kagusa-Ngengu-kabinga pour chuter à Kitindiro dans les sous-villages de Kusisa et Rutare dans le village de Kirambo au Sud Kivu. A Kirambo les éléments CNRD occupent les pâturages de Katebo où sont installés 1 011 personnes, de Bunyonyi avec 1 556 personnes et de Masozera avec 1 620 personnes (total première vague de 4 187) et à Kitindiro où sont installées 1 813 personnes arrivées en février 2019, rapportent une source crédible de Ziralo.

Concernant le nombre exact des éléments CNRD, il reste approximatif car aucune de nos sources peut certifier avoir compté les membres de ce groupe. L'un de nos sources a déclaré avoir obtenu les statistiques de 6 000 personnes (combattants et dépendants) auprès du médecin responsable sanitaire du CNRD à Rutare

Enfin, il est ressorti des entretiens avec les FARDC et les autorités locales à Katasomwa que quel que soit les intentions initiales de ce groupe (CNRD) concernant leur destination finale, il est certain que pour l'instant, ces éléments CNRD y compris leur dépendants, vont rester dans la zone de Kitindiro et Rutare où ils se sont installés. Cette conclusion est basée sur le fait que les éléments CNRD ont acheté des champs, acquis de terrains sur lesquels ils commencent à cultiver. Ils ont abandonné les abris en bâche qu'ils avaient érigé à leur arrivée pour construire des abris semi durables. Il semble aussi que des nouvelles naissances survenues au cours de cette migration parmi les familles de plus hauts gradés du groupe ainsi que l'état de santé actuel de leurs dépendants les auraient contraints à une halte qui pourrait prendre du temps. Tous ces éléments semblent indiquer que les éléments CNRD ne quitteront pas à court terme la zone dans laquelle ils se trouvent actuellement.

Du côté FARDC, le commandement du 3 415^{ème} régiment a révélé que les FARDC se sont positionnés actuellement tout autour de la zone barrant toutes les voies potentielles de sortie / de mouvement de ce groupe. C'est dans ce contexte que des affrontements ont été signalés le 07 février entre les FARDC et le CNRD à Chambombo contraignant les éléments CNRD de décrocher vers Kitindiro jusqu'à Rutare, rapportent les FARDC.

Enfin, des structures ayant été en contact direct avec les éléments CNRD dans le groupement Ziralo (FARDC et comité des déplacés) ont révélé qu'il existe un degré de vulnérabilité très élevé parmi les dépendants des CNRD (présence des enfants, des malades, des personnes de troisième âge, des femmes enceintes, etc.) : par exemple pour la seule journée du 23 février 2019, six décès ont été enregistrés parmi les dépendants des CNRD à Rutare (2 femmes, 1 adolescent et 3 enfants)

2. Forces de sécurités présentes dans la zone de Katasomwa :

Présence des FARDC du 3 415^{ème} régiment, force de la MONUSCO (SCD). Il y a lieu de signaler qu'avec l'ouverture d'un SCD à Katasomwa, la Mobusco a lancé des activités DDR. Au 22 mars, 13 combattants sortis du groupe Nyatura se sont rendus avec 11 armes. Les autorités locales de Katasomwa sont très engagées dans la sensibilisation pour la remise des armes car elles estiment que plusieurs autres personnes appartenant aux groupes armés détiendraient encore des armes. Même si l'on signale de temps en temps le passage de quelques éléments CNRD en villégiature à Katasomwa, des sources dignes de foi confirment leur présence plutôt à Rutare et à Kitindiro. Malgré la présence des FARDC, du CNRD et de quelques éléments résiduels des groupes armés non actifs dans la zone tels que ceux du groupe Nyatura, Butacibera, Shukuru, aucune menace n'a été enregistrée jusque-là envers les humanitaires ni envers la MONUSCO.

3. Quelques défis observés dans la zone :

- Seuls des éléments d'une seule communauté (les hutu) ont rémi les armes d'où le refus/ hésitation pour cette communauté de continuer à remettre les armes alors que les autres ne le font pas.
- Existence des tensions latentes et méfiance inter communautaires au travers les leaders des groupes armés
- Beaucoup d'attentes des personnes qui déposent les armes dans un processus qui ne semble pas avoir un programme et du soutien.
- L'arrivée des éléments CNRD dans la zone apparait comme un risque et une menace à la sécurité de la zone mais aussi comme un frein au processus DDR car les autres communautés non Hutu ont tendance à garder les armes pour se défendre en cas de besoin.
- Confusion/complicité entre les communautés Hutu de la zone et les éléments CNRD.
- Absence de la PNC dans la zone pour poursuivre la restauration de l'autorité de l'Etat. Elle a été chassée de la zone en novembre 2018 par des éléments d'un groupe armé à la suite de l'exécution d'un acte judiciaire lié à un conflit minier.
- Absence d'un système d'enregistrement des déplacés tout comme des réfugiés qui se confondent au sein de la communauté d'accueil au sein de laquelle ils se placent selon les affinités.
- Intentions des déplacés de ne pas rentrer immédiatement dans leurs zones de provenance à cause de de l'insécurité et de la présence de CNRD

IV. CONTEXTE HUMANITAIRE DE LA ZONE

1. Démographie de la zone : *Population du groupement Mubuku et du poste administratif de Katasomwa*

Le poste administratif de Katosomwa appartient au groupement de Mubuku. Il est composé de trois localités (Cirimiro, Mushuguti et Murangu) et est situé dans les hauts plateaux du territoire de Kalehe. La population totale du groupement de Mubuku est estimée à 51 417 personnes réparties dans 11 localités. Les communautés Bahutu ; Batembo, Batwa ; Bahavu et Bashi et Batutsi qui cohabitent dans cette entité riveraine au Parc National du Kahuzi Biega vivent de l'agriculture, de l'élevage et de l'exploitation minière (or et cassitérite). Le poste administratif de Katasomwa compte environs 11 350 personnes (source : statistiques du poste administratif de Katasomwa).

LOCALITES du Groupement Mubuku

		Homme	Femme	Garçons	Filles	Total
1	Tshigoma	2229	2212	2612	3910	10963
2	Ramba	1564	1691	2091	0838	6184
3	Makuta	1955	1781	0850	1786	6372
4	Mushunguti	1242	1391	1085	0943	4661
5	Murangu	1106	1035	1017	0932	4090
6	Ngokwe	1379	1352	1618	1014	5363
7	Rumondo	812	0967	0514	0264	2557
8	Mumbiri	624	0747	0955	1147	3472
9	Kifumbi	922	1230	0472	0579	3329
10	Chirimiro	673	0892	0472	0562	2599
11	Misima	655	0788	0179	0205	1827
						51417

En jaune les localités faisant partie du poste administratif de Katasomwa

2. Mouvement des populations

Depuis octobre 2018, des personnes déplacées ont commencé à arriver dans le poste administratif de Katasomwa, rapportent les sources locales. Selon les mêmes sources, ces personnes déplacées sont arrivées en quatre grandes vagues : octobre 2018, janvier 2019, début février 2019 et fin février 2019. Les trois premières vagues arrivées entre octobre 2018 et février 2019, sont venues du nord Kivu dans le Masisi suite aux affrontements entre FARDC et les Mayi Mayi Nyatura alors que la troisième vague arrivée en février 2019, concerne les personnes venues du groupement voisin de Ziralo au Sud Kivu ayant préventivement fui l'arrivée et la présence des éléments CNRD. Toutes ces personnes déplacées ont été accueillies dans plusieurs villages (18 villages) du poste administratif de Katasomwa dans le groupement Mubuku

Localisation des déplacés¹ :

1. Localité de Murangu									
	S/localité d'accueil des déplacés	1 ^{ère} Vague Oct 2018	2 ^{ème} Vague Janvier 2019	3 ^{ème} Vague Février 2019	4 ^{ème} vague fev 19	Total Men PDI	Population locale		Provenance
							pers	men	
1	Fulango	N/A	0	0	94	94	N/A		Deux vagues de déplacés sont arrivées dans la localité de Murango : 1 ^{ère} vague en octobre 2018 de 250 ménages venus du Nord Kivu dans le Masisi fuyant les affrontements FARDC contre les Nyatura 2 ^{ème} vague en février 2019 période pendant laquelle environs 1 451 ménages sont arrivés à Rutare et Kitindiro dans le groupement Ziralo au SK
2	Mulangu	N/A	0	0	87	87	N/A		
3	Busiya	N/A	0	0	92	92	N/A		
4	Buholo	N/A	0	0	72	72	N/A		
5	Mihonga	N/A	0	0	87	87	N/A		
6	Kashofu	N/A	0	0	68	68	N/A		
7	Mirenzo	N/A	0	0	85	85	N/A		
8	Chirangusa	N/A	0	0	111	111	N/A		
9	Chebumba	N/A	0	0	65	65	N/A		
10	Mbejo	N/A	0	0	343	343	775		
11	Mweya	N/A	0	0	347	347	514		
Sous total		250	0	0	1451				
Total Murangu						1701	4090	818	

¹ Les informations concernant les statistiques de la population dans la zone y compris ceux des déplacés ont été fournis par le chef de poste administratif de Katasomwa Mr Bahati joel tel 0813381908 et 0840737116 ; le secrétaire administratif du groupement MUBUKU Mr Bwaare tel 0826332982 ; enfin Mr ERIC Rolingisa président du comité des dépayés de Katasomwa tel 0854554618 ; 0827500976

2. Localité Chirimi								
1	Katasomwa centre	0	99	103	75	277		
2	Katasomwa II	0	N/A	N/A	N/A	234		
3	Kitendebwa	0	N/A	N/A	N/A	332		
4	Lijiwe	0	N/A	N/A	N/A	253	115	
5	Bwangala	0	N/A	N/A	N/A	229	187	
6	Lumba	0	N/A	N/A	N/A	230	156	
7	Kamishangi	0	N/A	N/A	N/A	204	N/A	
Sous Total		0	782	717	260			
Total Chirimi						1759	2599	520
Total gen		250	782	717	1711	3460	6689	1338

Un total de 1759 ménages déplacés sont arrivés en trois vagues dans la localité de Chirimi : deux première vagues en provenance du NK (1^{ère} vague en janvier 2019 de 782 ménages et 2^{ème} vague de 717 ménages en février 2019, toutes les deux vagues viennent de Katoyi, Luki, Lukofu, Mayanga, Bugoyi dans le Masisi . Une troisième vague de 260 ménages arrivés en également en fin février 2019 vient du SK groupement Ziralo (Rutare) et Mubugu à la limite avec Ziralo en déplacement préventif à cause de l'arrivée et de la présence dans le groupement Ziralo des éléments CNRD

Les déplacés venus du Nord Kivu ont perdu leurs maisons (brûlés lors des affrontements entre FARDC et MM Nyatura), leurs biens et leurs champs ont été pillés. Ces informations ont été rapportées par les déplacés eux-mêmes qui par ailleurs ont révélé des cas de violences et sévices sexuelles ainsi que des cas d'enlèvements commis par les belligérants aux cours des affrontements dans le milieu de provenance de ces déplacés au Nord Kivu. Quant aux déplacés venus du groupement de Ziralo au SK, ils ont déclaré s'être déplacés préventivement mais ont laissé derrière eux leurs champs et quelques autres biens difficiles à transporter. Tous les déplacés ont déclaré qu'ils n'étaient pas prêts à rentrer de sitôt dans leurs villages de provenance à cause d'une part de l'insécurité (au NK) et d'autre part à cause de la présence des CNRD pour ceux du SK.

Les déplacés venus du NK ont déclaré avoir marché pendant deux à trois jours depuis leurs villages de provenance avant d'arriver dans la Katasomwa. Ce qui pourrait représenter une distance parcourue d'au moins 100 km alors que ceux du groupement Ziralo ont effectué entre 6 et 8 heures de marché (environs 40 à 50 km). Tous ces déplacés ont été accueillis dans des familles d'accueil dans le poste administratif de Katasomwa

3. Présence des réfugiés rwandais à Katasomwa

Plusieurs réfugiés rwandais arrivés en RDC de 1994 à 1999 vivent dans la zone, notamment dans les villages de Katasomwa et dans tout le Groupement de Ziralo. Une opération d'enregistrement biométrique a été réalisée par le HCR et la Commission Nationale des Réfugiés (CNR)/Bukavu dans la zone respectivement en 2015 et en 2018, ce qui a permis d'enregistrer plusieurs réfugiés rwandais vivant dans la zone, de récolter leurs intentions de retour, d'analyser les problèmes des protections auxquels sont confrontés ces réfugiés et délivrer les Attestations de réfugiés en vue de garantir la protection et assurer la libre circulation de ces personnes. Il convient de noter que les dernières attestations de réfugiés qui leur ont été fournies par le HCR ont expiré depuis le 31 décembre 2018, mais n'ont pas encore été renouvelées.

Actuellement ces réfugiés rwandais vivent disséminés dans la population locale avec la crainte d'être assimilés aux CNRD-FDLR présent dans la zone et qui auraient commis beaucoup d'exactions sur la population locale dans le passé.

	Avant la crise	Après la crise
--	----------------	----------------

Population locale (Katasomwa, Murangu, Mushunguti et Chirimi)	11 350 personnes		11350 personnes	
Nombre déplacés		250 ménages		3460 men
Nombre retournés	N/A			N/A
Nombre de réfugiés	N/A			N/A
% des catégories pertinentes populations locales	Hutu 70 % Batembo 20% Tutsi, bahavu, Bashi 10%			Hutu 70 % Batembo 20% Tutsi, bahavu, Bashi 10%

4. Interventions humanitaires dans la zone au cours de 12 derniers mois

Depuis les deux dernières années, les autorités locales ont signalé la présence des déplacés dans la zone. La plupart de ces personnes déplacées avaient été assistées et sont retournées vers leurs zones de provenance. Ils avaient fui pour la plupart l'insécurité liée aux activités des groupes armés. Au premier semestre de l'année 2018, des partenaires comme ACTED, Mercy Corps (RRMP) et MEDAIR ont fourni une assistance dans les Hauts Plateaux de Kalehe (assistance alimentaire, AME, et Wash et santé), mais seule l'intervention d'ACTED était arrivée à Katasomwa.

Crise	Réponse apportée	Secteurs interventions	Organisation impliquée	Types, nombre bénéficiaires
			ACTED	
			Mercy Corps	
			Medair	

5. Accessibilité de la zone

La situation sécuritaire est actuellement calme dans la zone. Ce qui permet une fluidité de mouvements vers différentes collines. Le déploiement et la présence des FARDC ainsi que la présence des troupes de la Monusco ont renforcé la sécurité dans la zone. Par ailleurs le processus de remise des armes en cours pourrait également contribuer à la stabilité de la zone. Aucun risque majeur mettant en danger les acteurs humanitaires n'a été identifié à Katasomwa. A Katasomwa centre, il n'y a pas de réseau téléphonique, mais il faudrait marcher environs 45 minutes pour accéder aux réseaux téléphoniques Vodacom et Orange. La radio Okapi et Maendeleo arrosent la zone ainsi que la station radio Monusco DDR.

Accès physique à Katasomwa

Concernant l'accès physique, quelques défis restent à relever notamment concernant l'état des infrastructures (un pont est cassé empêchant tout accès par véhicule à Katasomwa. Malgré la promesse des autorités de réparer dans le plus bref délai ce pont, il est nécessaire que le cluster logistique diligente une mission sur l'axe pour évaluer l'état de la route et des ponts.

Moyen de transport : Les axes routiers pour joindre les hauts plateaux de Kalehe au départ de la Route Nationale 2 (RN 2) qui relie Katana à Minova sont classifiés = JAUNES= par UNDSS cad libre accès mais nécessitent 2 véhicules MOSS. Ainsi, il y a lieu de joindre Katasomwa au départ du marché de Kabamba passant par les plantations de Lemera. Le pont Solifem est en mauvais état et nécessite une réhabilitation pour permettre le passage. Les hélicoptères de la MONUSCO et UNHAS assurent le transport des humanitaires jusqu'à Katasomwa.

Pour joindre Katasomwa au départ de Bukavu, il faudrait passer par la RN 2 et prendre la route de dessertes agricole au départ de Kasheke – Kabamba – Lemera – Solifem – Bushaku 1 – Bushaku 2 – Katasomwa, soit 90 km. Plusieurs ponts (6 ponts) dont 4 à réhabilités (Solifem, Bibogobogo et 2 à Muchacha) et 8 passages sous route qui ne peuvent être utilisés que par la jeep (4x4) et pour le moment, l'obstacle pour que la jeep d'arriver à Katasomwa est le pont Solifem à 23 km de Katasomwa.

Il y a 9 villages entre Kabamba et Katasomwa, sur le 37 km. Il existait une déviation dans le temps et qui serait dans le plan de réhabilitation de la communauté, pour éviter de passer par Solifem qui manifesterait le mécontentement de voir la Monusco s'installer à Katasomwa et non à Solifem. Le pont Solifem aurait été saboté par les habitants du village Solifem à cause de cette situation. Dans ce cadre, le passage des humanitaires qui traverseraient cette zone pour une éventuelle assistance à Katasomwa pourrait poser problème.

Entreposage :

Il existe aucune structure pouvant servir d'entrepôt, mais il y a la possibilité de négocier avec certains propriétaires de maisons pour trouver des espaces qui ne dépassent pas 6 x 5 mètres, soit 30 m² pour faciliter l'entreposage de l'assistance humanitaire.

Moyen d'acheminement des intrants dans la zone :

Vu l'état des ponts, il serait conseillé d'utiliser les camions de moins de 7 tonnes. Avant toute intervention, une évaluation rapide doit être faite par le Cluster Logistique au niveau des différents ponts endommagés.

Marché et activités commerciales :

Le marché est organisé chaque mardi et vendredi, et ce sont des petits commerçants détaillants en provenance de Bukavu et de la zone qui y participent.

V. Aperçu des vulnérabilités sectorielles et Analyse des besoins

1. Protection :

Existence des conflits foncier ; tracasseries CNRD, des cas de viol et violence sexuelles sur les mineurs, manque des pièces d'identité qui offrent l'occasion aux tracasseries, Absence des unités de la PNC dans la zone qui donne la liberté aux FARDC de générer tous les différents au sein de la communauté et connaissent les affaires des civiles, Prolifération des armes, protection de l'enfant : les enfants travail dans les mines et dans les champs pour rapporter un revenu supplémentaire à la maison

Les communautés ont fait part de leurs préoccupations concernant les risques accrus de violence sexuelle et sexuelle (11 cas janvier et 2 cas février 2019 enregistrés au poste de Katasomwa) et les incidents impliquant des filles, tels que les mariages et grossesses précoces et /ou non désirées, les maladies sexuellement transmissibles. Il y a lieu de noter que des filles /femmes déplacés victimes des violences sexuelles commis par les habitants de la zone n'ont jamais dénoncé les cas en question par manque des structures appropriées. Plus encore, elles ont confié à la mission que suite aux multiples cas de violences sexuelles dont elles étaient victimes lorsqu'elles allaient travailler dans les champs, la plupart d'entre elles ont décidé d'abandonner cette activité alors que les travaux dans les champs des autochtones constituaient leurs principales sources de revenu. Par ailleurs, les barrières érigées par les CNRD empêchent et découragent les déplacés de retourner vers leurs champs dans le groupement Ziralo pour s'approvisionner en nourriture. Le manque de nourriture a forcé les déplacés à voler dans les champs des autochtones pour survivre. D'où un risque de conflit entre autochtones et déplacés.

L'accès des enfants filles et garçons encouragés d'avoir accès aux carrés miniers par leurs parents pour contribuer au revenu familial (BILETA, BIKENGEKENG, BYUNDJWIRE, KAMANU, KITENDEBWA, BWANGALA, CHABANGI, NYAWARONGA etc. aux alentours de KATASOMWA. Cet accès des enfants au carrés miniers les expose à deux problèmes de protection majeurs : le travail forcé et le recrutement dans des groupes armés. L'absence prolongée des éléments de la police nationale à KATASOMWA a été un facteur majeur des différentes formes de violation des droits des enfants car les cas d'abus ne sont plus référencés aux instances étatiques compétentes. Les enfants n'étant pas à l'école sont abandonnés à la bergerie des vaches surtout et chèvres. Les zones ayant été longtemps champs de bataille et occupées successivement par différents groupes armés et les FARDC, les restes de guerres et engins explosifs sont découverts dans la zone exposant les enfants à des éventuels risques causant ainsi un danger pour le bien-être des enfants (10 cartouches ramassés par les élèves à côtés de l'école primaire de KATASOMWA remis aux éléments de FARDC en mars 2019)

De manière générale, la mission a observé que les différentes communautés présentes à Katasomwa cohabitent pacifiquement. Toutefois, la population vit dans une psychose suite à la présence des éléments CNRD dans la zone. Ces derniers occupent par la force des terres et essaient de mettre en place une sorte d'administration parallèle. Les effets dus à la psychose occasionnant le traumatisme psychologique constaté à KATASOMWA suite à la présence des CNRD. Les anciens massacres, violences, tueries, enlèvements, pillages, perpétrés par les FDLR en 2012 dans le Territoire de KALEHE font revivre des séquelles traumatiques et psychologiques graves chez les parents et s enfants des communautés visitées à KATASOMWA . Le lancement d'un processus DDR a mis en exergue l'existence des tensions et méfiance entre communautés notamment les Bahutu et les Batembo. L'arrivée des CNRD dans la zone représente un risque qui pourrait raviver les tensions inter communautaires

Dans les écoles, des signes de stress post-traumatique sont présents parmi les élèves ainsi que les enseignants. La quasi-totalité des écoles n'ont ni équipement de loisirs ni matériel d'apprentissage, la capacité des enfants à surmonter ces traumatismes et à s'en remettre est limitée. Moins de 2% d'enseignants ont été formés sur le soutien psychosocial en 2012 par AVSI. C'est à dire les enseignants ne sont pas outillés pour l'accompagnement psychosocial des enfants traumatisés et n'ont aucune méthode pour renforcer la résilience aux enfants à Katasomwa

Quelques incidents de protection rapportés dans la zone :

- Exploitation des enfants : utilisation des enfants dans les carrés miniers et dans les travaux champêtres par les familles pour motif de contribution à la survie de la famille.
- Arrestations arbitraires : plusieurs cas ont été cité dont les auteurs sont les chefs locaux et les éléments de la FARDC
- Entrave à la libre circulation des personnes et des biens : ces cas ont été rapporté et concerne aussi bien les personnes déplacées ayant perdu leur carte d'électeur que des réfugiés dont les attestations ont expiré et qui sont harcelé par les acteurs de sécurité dont ls FARDC, l'ANR et les autorités locales ;
- Cas de viol et violences sexuelles : 13 cas enregistrés au poste de santé de Katasomwa entre janvier et fevrier 2019 et non pris en charge par manque des kit PEP.
- Occupation illégale d'une portion de l'espace d'un pays par des éléments de CNRD et leur dépendant dans la zone,
- Détention illégale des armes (Prolifération des armes) à Katasomwa (plusieurs civils détiendraient les armes et munitions)
- Perception illégale des taxes et érection des barrières illégales par les éléments de la CNRD à Rutare et Kitindiro empêchant la population de circuler librement dans cette zone.
- Plusieurs mouvements de population ont été enregistrés dans la zone de janvier à mars 2019

Sur place à Katasomwa, il n'existe pas des structures qui gèrent des cas de protection dans la zone. Les populations locales y compris les déplacés ont plaidé en faveur d'une présence et réponse humanitaire. La perception des acteurs humanitaires est bonne. Jusqu'au jour de cette mission aucune réponse humanitaire n'est encore donnée pour assister ces déplacés.

Ce pendant l'ONG ACTED y aurait mené une évaluation multi sectorielle dans la semaine du 11 au 16 Mars 2019 (information donnée dans le focus groupe avec les déplacés)

Quelques recommandations

- Plaidoyer auprès du Commandement de la Monusco pour le maintien du SCD de la Monusco dans la zone en vue de contribuer à la sécurité et la stabilité de la zone,
- Prolongement de l'opération de la Monusco/DDRRR dans zone pour permettre à tous les détenteurs d'armes de les déposer.
- Plaidoyer auprès des autorités provinciales pour la restauration de l'autorité de l'Etat dans la zone par le déploiement des unités de la PNC,
- Plaidoyer auprès de la CNR et du HCR pour le renouvellement des attestations des réfugiés rwandais vivant dans la zone afin de garantir leur protection

- Organiser les séances de sensibilisation des autorités locales et leaders locaux sur la protection internationale des réfugiés, le mandat du HCR et de la CNR et sur les droits et devoirs des réfugiés,
- Organiser des activités d'encadrement des jeunes démobilisés pour leur intégration socio-économique.
- Plaider pour donner la documentation aux déplacés ayant perdu leurs cartes d'identité.

2. Sécurité alimentaire

Disponibilité

La population dans les 3 localités qui compose le poste administratif de Katasomwa (Cirimiro, Mushunguti et Murambo) vit à 100 % de l'agriculture (pomme de terre, Haricot, Mais, Sorgho, patate douce et Manioc). Elle pratique également l'élevage bovine et de caprins. La population autochtone a accès à la terre et chaque ménage dispose en moyenne de 1/5Ha. La plupart des familles déplacés ont accès à la terre avec en moyenne 1,5 ares acquis en payant une redevance chaque saison en nature (une partie de la récolte). L'accès à l'alimentation passe par la production propre à chaque ménage et par des dons pour les déplacés. Les personnes interrogées affirment avoir accès à 1 repas par jours depuis l'arrivée des déplacés contre deux auparavant. C'est le cas pour les déplacés aussi.

En moyenne chaque famille d'accueil a reçu environs 4 familles déplacés à Katasomwa mais la moyenne de toutes la zone d'accueil est de 3 familles déplacés reçus par ménages d'accueil. Cependant certains ménages déplacés sont contraints de payer un loyer évalué à 6500 FC/mois faute de capacités d'accueil (générosité) limitées dans la zone.

L'agriculture, le petit commerce, les travaux journalier, le petit élevage et l'exploitation artisanale des minerais sont les principaux moyens de subsistance dans la zone. Le taux travaux par jour est évalué à 1000 FC soit 0,6\$ équivalent à 1 assiette de la farine de Manioc.

Les populations autochtones signalent que l'arrivée dans la zones des personnes déplacées a significativement perturbée la disponibilité alimentaire dans la zone et causé la hausse des prix. Une analyse des prix au marché a montré des variations des prix de 100% pour les cultures de haricot, farine de Manioc principaux aliments de base entre Décembre 2018 et Mars 2019. L'accroissement de la production locale et l'amélioration de la disponibilité dans la zone seraient des mesures de mitigation. Les ménages craignent une forte détérioration de leur situation alimentaire pendant cette période de soudure estimant que leur pouvoir d'achat déjà faible s'altère de plus en plus étant donné que leur plus grande source de nourritures sont leur propre production et l'achat au marché.

Les stratégies de survies le plus fréquemment pratiquées pour subvenir à leurs besoins alimentaires sont à plus de 50% les travaux journaliers. Certains enfants sont parfois privés d'aller à l'école par leurs parents pour participer à l'augmentation de la cagnotte familiale via ces travaux journaliers. Dans certains cas, le manque de nourriture fait que certains déplacés ont adopté une stratégie de vol dans les champs des autochtones pour survivre.

Les discussions de groupe indiquent que le haricot, les petits pois et la pomme de terre sont les principales spéculations agricoles cultivées dans ces zones. L'on y rencontre surtout des associations avec céréales sur quelques mètres carrés (5 à 20 m²). La production maraîchère est insignifiante, parfois inexistante. Le chou, l'oignon et l'aubergine seraient les spéculations maraîchères préférées.

Pour toutes ces activités agricoles, la main-d'œuvre agricole est principalement féminine. Les hommes préfèrent migrer vers les centres miniers ou mener des activités relativement mieux rémunérées.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Haricot			S2				R2		S1			R1
Manioc	S											R
Pomme de terre					S2				S1		R	R
Petits pois			S2				R2		S1			R1

Maïs									S1			R
------	--	--	--	--	--	--	--	--	----	--	--	---

S1 = semis grande saison agricole ; R1 = Récolte grande saison agricole ; S2 = semis petite saison agricole ; R2 = Récolte petite saison agricole

Le plus grand marché d'approvisionnement reste le marché de Katasomwa, réhabilité par l'ONG PADEBU. Il fonctionne 2 fois la semaine et accueille plus de 200 commerçant venus de Kabamba, et villages environnants dont plus de 70% sont détaillant. L'approvisionnement de ces marchés se fait par tête d'hommes, motos et vélos démontrant la faible capacité de ce marché à supporter une forte demande. Ce marché est connecté à quelques marchés environnant entre autres ceux de Bunyakiri, Bushaku, Bushengeshenge et Kidiver. On note l'inexistence des dépôts et autres institution financières (banque et coopératives) à Katasomwa.

Recommandation : Il serait donc encouragé d'apporter une assistance alimentaire aux personnes déplacés et familles d'accueil pour couvrir leurs besoins urgents en nourriture pendant cette période de soudure et coupler à cette assistance une distribution des semences de Pomme de terre pour leur permettre de profiter de la campagne en cours dans la zone, celle de haricot étant presque dépassée.

3. Abris et accès aux articles essentiels

Les déplacés ont été accueillis dans des familles qui les ont offerts un peu d'espace dans leur logis. Ils vivent dans la promiscuité. Les déplacés ne sont pas dans les sites. Ils ne possèdent pas des articles ménages essentiels ou très peu ont des AME mais vétustes et insuffisants. Ils dorment à même le sol sans couverture ni drap (problème literie) dans une zone où il fait froid

Les déplacés venus du NK et même ceux venus de Ziralo ont abandonnés leurs biens derrière eux. Les familles d'accueil sont souvent contraintes de partager avec les ménages déplacés leurs casseroles, bidons, assiettes mais déjà insuffisants pour eux même. Il existe une faible disponibilité des AME dans le marché local

Pour l'instant aucune assistance en AME et Abris est en cours dans la zone ;

Recommandations : Une assistance en AME et abris soulagerait les déplacés accueillis à Katasomwa . La promiscuité dans laquelle ils vivent les exposent aux maladies et à certain risque de protection. Une distribution en bâche devrait être envisagé pour renforcer la mise en place des abris avec des matériaux locaux au plus vite surtout qu'il pleut souvent dans la zone.

4. Moyens de subsistance

Les déplacés font des corvées dans les champs des autochtones en échange d'un peu de nourriture ou d'argent. Les travaux journalier, l'exploitation artisanale des minerais sont les principaux moyens de subsistance dans la zone. Le taux travaux par jour est évalué à 1000 FC soit 0,6\$ équivalent à 1 assiette de la farine de Manioc

5. Eau, Hygiène et Assainissement

Besoins prioritaires en EHA :

Les éléments de l'évaluation se focalisent sur la Katasomwa Centre qui a été visité lors de cette mission :

- Les populations affectées sont exposées aux maladies d'origine hydriques au vu des données récoltées au niveau du Poste de Santé (PS) de Katasomwa. Cela est fortement lié à la problématique d'accès à l'eau potable et aux mauvaises conditions d'hygiène observées au sein des ménages. Les diarrhées viennent en deuxième position par rapport aux maladies les plus fréquentes dans cette aire de santé de Mushunguti.
- L'accès à l'eau potable est difficile. Seule une source aménagée d'eau est disponible à Katasomwa Centre pour une population d'environ 2 502 personnes (Source Katasomwa aménagée en 2016), mais avec un très faible débit. Quatre autres sources utilisées par les habitants ne sont pas aménagées. Donc plus de 90% de la population de Katasomwa Centre s'approvisionnent en eau au niveau des sources non aménagées alors que qu'aucune sensibilisation n'est menée par rapport au traitement de ces eaux. A part la source aménagée Katasomwa, toutes les sources sont situées à plus de 500 mètres et une source est située dans une zone isolée à la lisière du parc Kahuzi Biega. Par ailleurs, pour accéder à une source,

les habitants (souvent les enfants) sont obligés de franchir une rivière sur des troncs d'arbre ; plusieurs accidents ont déjà été enregistrés. Aucune source ne dispose d'un Comité de Gestion des Points d'Eau (COGEPE).

- Les ménages visités ne disposent pas d'une capacité suffisante de stockage d'eau. Les familles disposent en moyenne deux bidons de 20 litres pour le puisage et le stockage de l'eau (capacité de 20 à 40 litres d'eau, donc insuffisante par rapport aux besoins journaliers d'un ménage). Ces récipients pour le puisage et la conservation de l'eau ne sont pas bien entretenus et il y a aussi des risques de contamination sur le trajet entre les sources et les domiciles.
- Il n'existe pas des produits de potabilisation de l'eau localement tels que Aquatabs ou PUR. Par ailleurs, très peu des ménages bouillissent l'eau destinée à la consommation.
- Environ 40-50% de Katasomwa Centre disposent d'une latrines et seulement 20% d'entre elles peuvent être considérées comme des latrines hygiènes selon les données récoltées lors des focus groups. Dans plusieurs ménages, les latrines servent également de douche. Les matériels pour la construction des latrines (les bois et planches) sont disponibles. Les hommes, les femmes et les enfants vont prendre leur bain au niveau des rivières polluées. Cela a été incriminé parmi les causes de la forte incidence des Infections Sexuellement Transmissibles (IST) chez les femmes de Katasomwa.
- Il n'existe également pas des dispositifs de lavage des mains et des traces de savon près de toutes les latrines des ménages visités. Presque toutes les latrines ne sont pas entretenues. Les orifices de ces latrines mal entretenues ne sont également pas couverts, ce qui comporte un risque important de propagation des maladies.
- Absence des sensibilisations sur les dix pratiques hygiéniques puisque les relais communautaires ne sont pas actifs et n'ont jamais été formés.
- Enfin, aucune intervention en EHA n'a été menée dans cette zone.

Recommandations :

- 1) Conduire une évaluation approfondie en EHA couvrant également les autres localités ayant accueilli les populations déplacées.
- 2) Aménager au moins deux sources d'eau supplémentaires au niveau de Katasomwa Centre (dont la source Rutoki qui comporte un très bon débit et située à proximité des ménages).
- 3) Procéder à la distribution rapide des produits de potabilisation de l'eau combinée à l'installation des points de chloration d'eau et une forte sensibilisation.
- 4) Analyser la possibilité de construire des latrines d'urgence dans les zones de forte concentration des déplacés avec la distribution des kits d'hygiène pour leur maintenance.
- 5) Envisager la distribution des bidons de 20 litres en faveur des déplacés et des familles d'accueil afin de renforcer leurs capacités de puisage et stockage d'eau potable.

6. SANTE / NUTRITION :

Besoins prioritaires en Santé/Nutrition :

- L'insuffisance des latrines, des sources aménagées, la non-utilisation des produits de potabilisation de l'eau, la promiscuité dans les ménages et les problèmes d'assainissement au sein des ménages, sont des facteurs de risque pour l'augmentation des maladies d'origine hydrique.
- Katasomwa est situé dans l'aire de santé de Mushunguti, mais au niveau de Katasomwa, nous avons identifié un Poste de Santé (Poste de Santé de Katasomwa) et deux structures sanitaires privées (Dispensaire de la Croix Rouge et Polyclinique Biosadec). L'aire de santé de Mushunguti compte également un autre PS (PS de Mukeni).
- Le PS de Katasomwa a présenté une demande à la Zone de Santé de Bunyakiri pour sa transformation en une Centre de Santé (CS). Ce dossier serait à la base des tensions entre le CS de Mushunguti et le PS de Katasomwa. Les données démographiques de l'aire de santé ne sont pas fiables. Alors que le CS continue à rapporter un effectif d'autour de 8,000 habitants, le PS Katasomwa rapporte un chiffre de 23,874 habitants dans 21 villages couverts par ce PS.
- Les pathologies les plus fréquentes sont dominées par le paludisme, les diarrhées, les IST et les Infections Respiratoires Aigües (IRA). 11 cas de violence sexuelle ont été enregistrés en Janvier 2019 et 2 cas en février 2019, mais le PS Katasomwa ne dispose pas de PEP Kits.

- Une augmentation de l'utilisation des services a été constatée depuis l'arrivée des déplacées dans le poste d'encadrement administratif de Katasomwa. Néanmoins, il a été constaté un faible taux de recouvrement des coûts qui perturbe le fonctionnement de cette structure sanitaire.
- Les activités préventives ne sont pas menées de manière systématique puisque le personnel du CS n'organise pas régulièrement des séances de vaccination dans Katasomwa. Les données sur les couvertures vaccinales ne sont pas disponibles au niveau du PS Katasomwa.
- Bien que le PS n'ait pas l'autorité de conduire des accouchements, le PS Katasomwa dispose d'une maternité construite par la communauté, mais non équipée. La salle d'accouchement dispose d'un vieux lit d'accouchement, d'une seule boîte d'accouchement incomplète. Il n'y a pas de matrone également dans ce PS. En décembre 2018, 13 accouchements réalisés au PS, 6 en Janvier 2019 et 6 en février 2019.
- Un décès maternel lié à la grossesse au sein de la communauté a été enregistré dans cette aire de santé.
- Le PS ne dispose que de quelques médicaments et connaît des ruptures de plusieurs médicaments traceurs depuis de longues dates. Il ne dispose également des matériels pour la stérilisation.
- Le PS Katasomwa dépiste régulièrement des cas de malnutrition aigüe sévère (MAS) lors des séances de Consultation Pré-Scolaire, mais ne dispose pas des intrants pour la prise en charge. Tous les cas de MAS identifiés sont référés au niveau du CS de Mushunguti où se trouve une Unité Nutritionnelle de Supplémentation (UNS).
- Le PS Katasomwa ne dispose que d'une seule latrine hygiénique et il n'y a aucun dispositif de lavage des mains. Il n'existe également pas des points d'eau, le PS se ravitaille également au niveau de la source aménagée.
- Mauvais fonctionnement du CODESA : les relais communautaires non actifs et non formés. Ils ne s'impliquent dans l'entretien du PS.
- Enfin, le PS Katasomwa ne dispose d'aucun appui, y compris le CS de Mushunguti.

Besoins prioritaires en Santé / Nutrition :

- 1) Donner un appui en Soins de Santé Primaires (SSP) complet au Poste de Santé de Katasomwa pour faciliter l'accès aux soins de santé de base pour les populations déplacées et les communautés d'accueil.
- 2) Renforcer les aspects liés à l'assainissement au niveau du PS de Katasomwa.
- 3) A travers le Bureau Central de la Zone de Santé (BCZS) de Bunyakiri, renforcer la collaboration entre le Centre de Santé de Mushunguti et le Poste de Santé de Katasomwa, et amener le CS de Mushunguti à couvrir l'ensemble de l'étendue de l'aire de santé, y compris les villages couverts par le Poste de Santé de Katasomwa.

7. EDUCATION

Impact de la crise sur l'éducation :

Les enquêtes faites à KATASOMWA révèlent que 9768 enfants des statuts déplacé, retournés et autochtones ne vont plus à l'école, dont le nombre de filles déscolarisés constituent 57% de l'effectif globale en conséquence des conflits touchant la zone.

Deux écoles ont été occupées récemment EPKATASOMWA et CHITONVA par les groupes armés, d'autres 8 contactées à travers leurs gestionnaires (Directeurs et enseignants) ont connu des cas de pillages et perte des outils nécessaires pédagogique.

100% des écoles de KATASOMWA ont perdu 1 mois et 2 semaines des cours suite à des successions des conflits armés à KATASOMWA et ses environs. Le taux de déscolarisation s'évalue à 87% pour les enfants de 6-11ans. 100% des écoles visitées ont une infrastructure en délabrement avancé et dont leurs capacités d'accueils ne répondent pas à la norme standard de EPSP. Le seuil d'intervention d'urgence par le cluster pour l'éducation est fixé au taux de non scolarisation de $\geq 40\%$. Le seuil $\geq 60\%$ indique un état critique.

L'année scolaire a également été considérablement perturbée, certaines écoles n'ont ouvert l'année scolaire qu'en octobre et novembre 2018. L'année scolaire a connu des périodes d'interruption : A Ziralo, les affrontements d'octobre et novembre 2018 ont affecté KATASOMWA et ont forcé un arrêt de cours pendant 1 mois et 2 semaines. Le territoire de Kalehe dans sa partie nord à Bunyakiri connaît les effets de l'instabilité sécurité du Nord-Kivu dans le sud de Masisi et le sud de Walikale. Les éventuels risques de perturbation de la scolarisation liés au contexte politique du pays. La situation politique de la RDC étant incertaine, plusieurs mouvements de populations sont prévisibles à travers les territoires de Kalehe mais surtout compte tenu de la présence des CNRD dans la contrée, KATASOMWA est devenu une zone à cause de sa composition ethnique.

Capacité des affaiblies des écoles à fournir une éducation de qualité et sécurisé :

Les écoles de KATASOMWA ont été occupées par les éléments armés pendant les affrontements et se servaient des mobiliers scolaires pour bois de chauffe. Pendant cette occupation, les écoles ont perdu non seulement les infrastructures, mais aussi les manuels scolaires. Les salles de classe détruites causant un risque pour les enfants sont évaluées à 65,8%. Aucun enseignant n'a reçu la formation continue. Tous les enseignants ont besoin d'un accompagnement de renforcement de capacité pour améliorer leurs méthodes d'enseignement et les adapter à la réforme curriculaire prônée par EPSP en RDC. La perte des kits enseignants, kits élèves et kits didactiques impacte négativement sur la qualité des enseignements à KATASOMWA.

Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise :

1. Considérant le nombre de ménages déplacés (2 452), 3 090 enfants déplacés de 6-11 ans, seraient à l'école, seulement 496 enfants déplacés soit 16 % ont été rencontrés dans les écoles. Donc 2 594 enfants déplacés soit 84% ne vont pas à l'école à KATASOMWA
2. Se référant au nombre de la population (51 417) dans la zone et en calculant le 18% des enfants en âge scolaire (6-11ans) 7 174 sont hors circuit scolaire soit 78%
3. 2 081 enfants des 297 ménages retournés ne vont pas à l'école.

Catégorie	Total	Filles	Garçons
Population autochtone	5 093	3 010	2 083
Déplacés	2 594	1 520	1 074
Retournés	2 081	1 041	1 040

Indicateurs collectés au niveau des structures	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4	Moyenne
Taux de scolarisation filles	49,6%				
Taux de scolarisation garçons	50,4%				

Services d'Education dans la zone

Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <300m	Ratio latrines/élèves (F/G)
EP KATASOMWA	Publique	551	9			0	2
EP LYSEE AMKA	Privée	234	6			0	0
EP MIRENZO	Publique	90	6			0	0
EP CHIBAZONGA	Publique	114	6			0	0
EP MWANATI	Publique	234	6			0	0
EP MAVUNO	Publique	158	6			0	0
EP MBESHO	Publique	193	6			0	0
EP SHAFE	Publique	182	6			0	0
EP CHITONVA	Publique	179	6			0	0
EP CHOMBE	Publique	146	6			0	0
Total ou moyenne		2081	63			0	02

Besoins prioritaires en éducation :

- Promouvoir l'intégration des enfants déscolarisés dans le système scolaire :
Les conflits et les violences passés et actuels ont provoqué d'importants mouvements de population, en particulier à KATASOMWA (groupement de MUBUGU). La plupart d'enfants déplacés, retournés et vulnérables des communautés d'accueil ont manqué l'école. Par conséquent, pour assurer une intégration appropriée des enfants non scolarisés, il est immédiatement nécessaire de fournir une assistance à l'intégration, principalement sous la forme de classes de rattrapage et/ou organisation des cours de remise à niveau pour les enfants qui ont raté certaines semaines, mois des cours, du renforcement des capacités des enseignants sur l'exploitation et utilisation du nouveau programme d'enseignement primaire et sur les modules EPSP (gestion d'une classe, méthodes actives et

participatives, Education à la paix, prévention d'abus et violence basées sur le genres en milieu scolaire et psychosocial) et la distribution des kits scolaires, matériel et d'équipement pédagogiques manquants aux écoles touchées.

- Animer des séances de sensibilisation aux membres de la communauté sur l'accès inclusive à l'éducation et l'importance des études aux enfants.
- Améliorer les conditions/environnement physique d'apprentissage des écoles des KATASOMWA
- L'amélioration des conditions physiques et éducatives des écoles devrait garantir un retour des enfants à l'école et augmenter progressivement le nombre d'enfants fréquentant à l'école primaire. Cela devrait inclure la réhabilitation des bâtiments des écoles pour ceux qui ont été touchés par le conflit et / ou une occupation élargie, ainsi que la fourniture d'équipements de base tels que des tables, Pupitres et/ bancs Fixes et Tableaux.
- La construction selon le nombre des élèves des portes des latrines séparées filles et garçons dans les écoles de KATASOMWA serait incluse dans la liste des besoins prioritaires pour éviter la propagation des maladies liées aux mains sales, car aucune latrine hygiénique n'a été observé dans les écoles visitées. Certains des élèves font leurs besoins/se débarrassent dans la brousse derrière l'école, d'autres font course pour se soulager chez eux comme la plupart des écoles sont implantées non loin des villages ;

ANNEXE I : INFORMATIONS CONCERNANT LE GROUPEMENT ZIRALO

Durant la même période, le groupement de Ziralo au SK a aussi été affecté par les conséquences des violences armées qui ont prévalu au Nord Kivu dans le Masisi mais aussi par l'arrivée et la présence des éléments du CNRD qui s'y sont établis depuis février 2019.

Comme indiqué plus haut, Ziralo voisin du groupement de Mubuku, reste un groupement affecté par une succession d'incidents sécuritaires ayant causé des mouvements de population. Selon les comités des déplacés de Ziralo, les derniers incidents à avoir affecté la zone de Ziralo et causé des mouvements des populations peuvent se résumer en ces quatre grandes étapes qui constituent en même temps des vagues de déplacements :

1. *Affrontements le 31 novembre 2018 à Bunje (65 Km de Minova) entre les MM Kirikicho et les Raiya Mutomboki* Ngubito : ces incidents ont lieu à Bunje ont causé le déplacement des populations des villages Kirambo, Nyalugusha, Bunje Kusisa qui se sont complètement vidés ainsi qu'environ la moitié de la population du village Kisha dans le groupement de Ziralo. Ces personnes dont le nombre était estimé 4452 se sont déplacées vers Kalamo, Lulere, Bulembwe et Bushuguru rapporte le comité des déplacés de Ziralo. A ce jour (Mars) 2019, le comité des déplacés de Ziralo estime qu'environ 80 % de ces personnes sont déjà retournés dans leurs villages de provenance entre décembre 2018 et janvier 2019.
2. Affrontement le 6 novembre 2018 à Rubaya dans le Masisi au Nord Kivu entre les éléments Nyatura contre les SB de Mwanga Tchutchu. Environs 2 031 déplacés arrivent par groupes à partir du 19 novembre 2019 dans neuf villages de Ziralo (voir tableau en annexe). Ils viennent de Rubaya, de Kabaya, de Nyama Mboka et Ruki dans le Masisi.
3. Affrontement à Bufamando II et à Katoyi dans le Masisi au NK le 1^{er} janvier 2019 entre les FARDC et les Nyatura. 515 ménages déplacés arrivent de Katoyi et Bufamando II et sont accueillis à Kipambo, Kusisa, Nyalugusha, Kisha, Kalamo et Lulere
4. Arrivée à Kilambo dans le groupement de Ziralo d'une autre vague de 79 ménages le 7 mars 2019 en provenance de Masisi pour les mêmes causes affrontements survenus le 3 mars à Rubaya dans le Masisi.

Les mouvements de populations enregistrés au cours du dernier trimestre 2018 et du premier Trimestre 2019 dans le groupement Ziralo peuvent être répartis en trois grandes tendances :

1. Retour (entre décembre 2018 et janvier 2019) des populations déplacées internes qui s'était déplacés en novembre 2018 dans le groupement de Ziralo
2. Accueil des nouveaux déplacés en provenance du Nord Kivu arrivée dans le groupement de Ziralo en trois vagues (décembre 2018, Janvier 2019 et en mars 2019) à cause des affrontements entre FARDC et Nyatura dans le Masisi.
3. Enfin l'arrivée en provenance du NK dans le Masisi des éléments CNRD entre janvier et février 2019 dans le groupement de Ziralo.

Concernant le CNRD, leur nombre est estimé tantôt à 4600 personnes parmi lesquels 1100 femmes armées, 1500 hommes armés, dépendants : 876 parents et personnes âgées et 1124 enfants (commandant FARDC ai du 3415^{eme} régiment) tantôt à environs 6000 éléments (combattants et dépendants) arrivés au SK dans le groupement de Ziralo en deux grandes vagues (Première vague en janvier 2019 composée de 4187 personnes venus de 3 villages de Masisi - Kashuga, Kivuhe et Mbatu - et une deuxième vague en février 2019 composée de 1813 personnes venue de Rutshuru - villages Nyanzale, Jutene et Ibuga). Comme évoqué plus haut, les éléments CNRD ont occupé la zone de Kitindiro dans le sous village de Kusisa et Rutare dans le sous village de Kirambo au Sud Kivu. A Kirambo les éléments CNRD occupent les pâturages de Katebo où sont installés 1011 personnes, de Bunyonyi avec 1556 personnes et de Masozera avec 1620 personnes (total première vague de 4187) et à Kitindiro où sont installés 1813 personnes arrivées en février 2019, rapportent une source crédible de Ziralo.

Tableau récapitulatif mouvements des populations dans Ziralo

LOCALITES		DEPLACES / MEN				RETOURNES/ POP LOC/MEN	Commentaries
		NOV-DEC 18	JANV19	FEVRIER19	TOT	DEC18- JANV 19	

1	KIRAMBO	461	150	79	690	1389	Villages de retour ayant accueillis les déplacés
2	KISHA	148	129	0	277	1984	
3	KALAMO	68	15	0	83	203	
4	LULERE	99	47	0	146	584	
5	BUSHUGULU	171	0	0	171	925	Villages de retour ayant accueillis les déplacés
6	BULEMBWE	101	0	0	101	421	
7	NYALUGUSHA	208	90	0	298	1068	
8	BUNJE	185	0	0	185	1003	
9	KUSISA	347	84	0	431	1048	
Total		1788	515	79	2382	8625	

Source : Président du comité des déplacés de Ziralo Mr Bwale Kisorho : 0812731976

LOCALISATION CNRD ET DEPENDANTS

LOCALITE KIRAMBO		NBRE DES PERSONNES
1	Ferme Katebo	1011
2	Ferme Bunyonyi	1556
3	Ferme Masozera	1820
S TOT		4387
LOCALITE DE KITINDIRO		1813
TOT GEN		6200

Il ressort des informations recueillies à Katasomwa qu'il est impérieux de suivre de façon particulière le développement de la situation dans le groupement de Ziralo. Comme indiqué, c'est un groupement qui présente des vulnérabilités du fait d'une suite des mouvements des populations. C'est une zone dans laquelle les populations locales qui se sont déplacées récemment et qui rentrent accueillent au même moment des vagues des déplacés venus du Nord Kivu ainsi que des éléments du CNRD avec lesquelles elles sont contraintes de partager les maigres ressources de la zone.

Enfin l'arrivée des éléments CNRD en nombre considérable et l'occupation par ces derniers de certaines espaces vitales appartenant aux communautés locales pourraient aggraver la situation humanitaire dans cette zone où généralement déplacés comme retournés restent sans assistance. Par ailleurs une action militaire de la part des FARDC reste probable avec comme conséquence une détérioration de la situation humanitaire dans cette zone. Le CRIO devait donc plaider pour une présence de la Monusco dans la zone et pour le renforcement des activités de veille humanitaire.